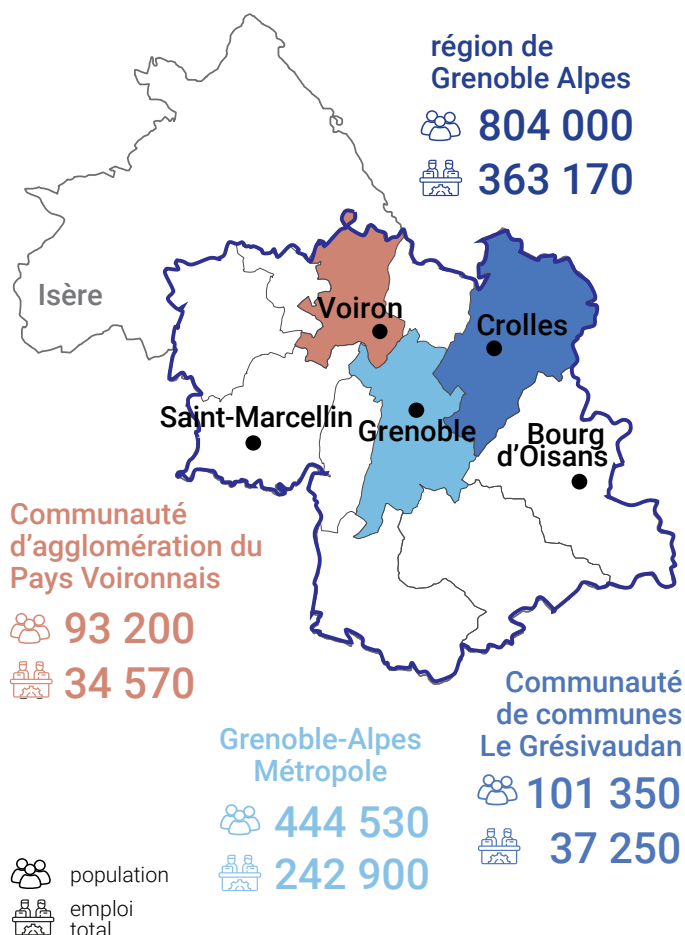


Conjoncture économique

1^{er} semestre 2021 & bilan 2020

RÉGION DE GRENOBLE ALPES
N° 2 - NOVEMBRE 2021

#OBSYflash2021



Le premier semestre de l'année 2021 s'inscrit dans une forte dynamique de reprise économique qui fait suite à une année de crise économique atypique tant dans ses causes exogènes que dans les mesures de soutien pour l'endiguer.

La région de Grenoble Alpes connaît une croissance très soutenue durant le premier semestre 2021 : tous les indicateurs confirment la reprise. Le territoire se distingue par une dynamique économique nettement supérieure à la moyenne nationale et par un taux de création de l'emploi qui le classe en tête des zones d'emploi des 22 métropoles françaises.

L'année 2021 et probablement 2022 seront marquées par les problématiques d'approvisionnement et les défis de recrutement au sein de nombreux secteurs. Le manque de candidatures est régulièrement évoqué dans l'industrie mais aussi dans le secteur du tourisme, un domaine où les professionnels s'attendent à une forte reprise après une saison blanche mais aussi à un vivier de saisonniers qu'il va falloir renouveler en partie.

QUI SOMMES-NOUS ?

SOMMAIRE

Contexte international, national et régional	3
Activité économique au 1 ^{er} semestre 2021	4
Emploi et chômage au 1 ^{er} semestre 2021	5
Emploi : bilan 2020 en région de Grenoble Alpes	6
Paroles d'entreprises	8
Sources et méthodes statistiques	11



Le Pacte Économique Local est une démarche collective visant à soutenir la résilience économique et l'attractivité du territoire Grenoble Alpes. Réunissant les locomotives économiques de la région, il a été lancé par les trois principales collectivités du bassin grenoblois : Grenoble-Alpes Métropole, la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais, la Communauté de communes Le Grésivaudan.

Cette publication est l'une des actions collectives engagées dans le cadre de ce Pacte. Elle vise à donner des informations économiques à l'échelle de la région de Grenoble Alpes. Ce territoire couvre les deux bassins économiques grenoblois et voironnais (ou zones d'emploi : cf. p.4). Les trois collectivités territoriales à l'initiative du Pacte concentrent près de 80 % de la population et 87 % de l'emploi total de la région de Grenoble Alpes.

+ d'infos : www.pacteeconomiquelocal.fr/

#OBSYflash2021



Le réseau des observatoires de la région grenobloise rassemble 15 partenaires qui mettent en commun moyens et analyses d'observation territoriale. L'enjeu ? Décrire le territoire et éclairer la décision.

Bien que l'observation soit souvent en décalage dans le temps avec les faits observés, l'OBS'Y publie en 2021 une série de publications dédiées à certains effets de la crise sanitaire dans la région grenobloise.

+ d'infos : www.obsy.fr

Comité de rédaction

Tonis Antzoulatos - CCLG, Agnès Collomb-Clerc - AURA Entreprises, Vincent Escartin - AURG, Maryline Girard - CCI de Grenoble, Philippine Lavoillotte - GAM, Morgane Le Doaré - Invest in Grenoble Alpes, Katia Valette - CAPV.

Contact : [morgane \[at\] investingrenoblealpes.com](mailto:morgane[at]investingrenoblealpes.com)

photo de couverture : CentrAlp, Thierry Chenu pour le Pays Voironnais

CONTEXTE INTERNATIONAL, NATIONAL ET RÉGIONAL

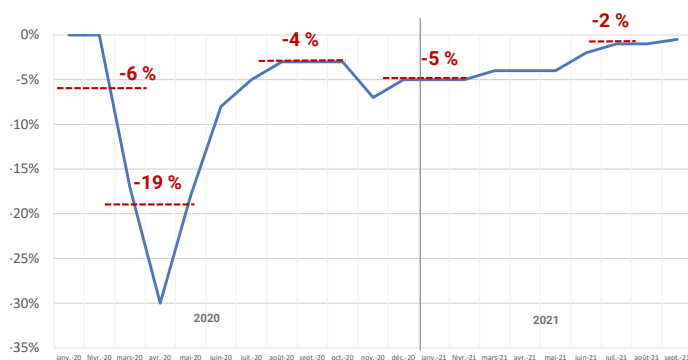
Projections du PIB 2021 et 2022 (en %)

	2021	2022
Monde	6.0	4.9
<i>Etats-Unis</i>	<i>5.6</i>	<i>4.4</i>
Zone euro	4.6	4.3
<i>Allemagne</i>	<i>3.6</i>	<i>4.1</i>
<i>France</i>	<i>5.8</i>	<i>4.2</i>
<i>Italie</i>	<i>4.9</i>	<i>4.2</i>
<i>Espagne</i>	<i>6.2</i>	<i>5.8</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>7.0</i>	<i>4.8</i>
Asie	7.5	6.4
<i>Chine</i>	<i>8.1</i>	<i>5.7</i>
<i>Inde</i>	<i>9.5</i>	<i>8.5</i>
Amérique latine	5.8	3.2
Afrique sub saharienne	3.4	4.1

source : FMI, world economic outlook

Perte de PIB en France en 2020 et 2021

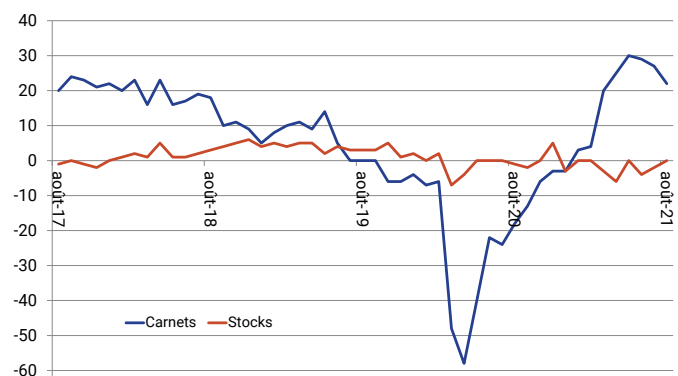
en % d'écart avec le niveau pré-crise



source : Banque de France, Bilan et perspectives 2021

Situation des stocks et des carnets des industries en Auvergne-Rhône-Alpes

en solde d'opinions CVS



source : Banque de France, La conjoncture en Auvergne Rhône Alpes, août 2021.

INTERNATIONAL

Des inégalités croissantes en 2021

Selon le FMI, La croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à + 6 % en 2021 avec des évolutions contrastées selon les pays en raison des inégalités d'accès au vaccin mais aussi des mesures de soutien.

Ces inégalités divisent le monde en deux blocs : d'un côté, les pays émergents et en développement (avec une aggravation de la pandémie dans certains pays) et les pays développés de l'autre.

Les pays développés connaissent en revanche une **pression inflationniste**, notamment en raison des perturbations dans l'approvisionnement et du déséquilibre entre l'offre et la demande.

FRANCE

Une reprise économique plus forte que prévue

Selon le dernier bilan de la Banque de France, **l'activité retrouverait son niveau pré-Covid dès fin 2021.**

L'ajustement à la hausse de leur prévision pour 2021 depuis juin traduit avant tout un rebond un peu plus fort qu'anticipé à la fin du premier semestre

Le dynamisme de l'investissement privé des entreprises porte cette croissance mais aussi la consommation soutenue des ménages dont le pouvoir d'achat devrait augmenter de +1,5% en 2021 (contre 0% en 2020).

Selon l'INSEE, l'économie nationale devrait enregistrer **500 000 créations nettes d'emplois salariés sur l'année 2021** qui succèdent aux 300 000 destructions nettes enregistrées en 2020.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Une reprise de la dynamique économique perturbée par diverses tensions

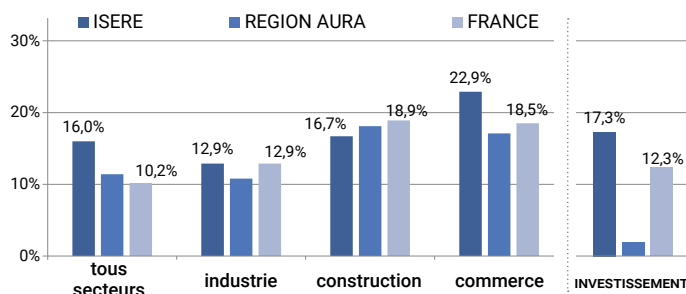
À l'échelle régionale, la production industrielle n'a cessé d'augmenter au cours du premier semestre 2021.

Selon la Banque de France, si les carnets de commandes se sont largement garnis, en revanche les stocks ne se reconstituent pas. En effet, l'activité est contrainte par l'allongement des **délais d'approvisionnement** mais aussi par les **difficultés de recrutement** (déjà très présentes avant la crise sanitaire). Les cours de l'énergie et des matières premières se sont envolés au premier semestre.

Le desserrement des mesures sanitaires affectant notamment la restauration a permis à l'activité des services marchands de retrouver une dynamique positive.

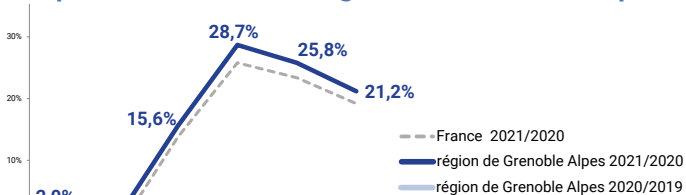
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2021

Evolution 2020/2021 des chiffres d'affaires du 1er semestre des entreprises en Isère



source : DGFiP Données cumulées du 1er janvier au 30 juin, issues de la Note conjoncturelle, 2ème trimestre 2021, DREETS

Evolution des chiffres d'affaires du commerce de proximité dans la région de Grenoble Alpes

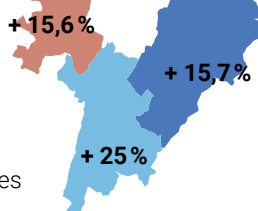


source : CCI Grenoble, observatoire du commerce de proximité

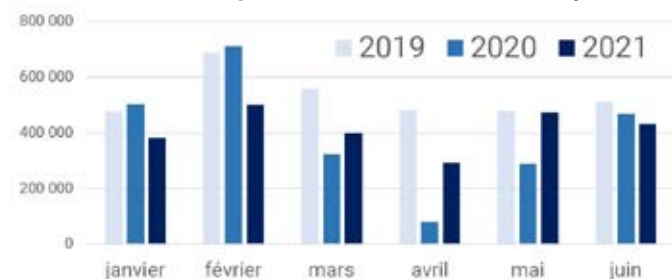
CA Pays Voironnais

CC Le Grésivaudan

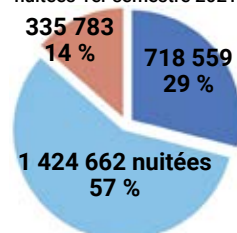
Grenoble-Alpes Métropole



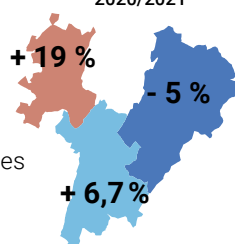
Nuitées touristiques de la clientèle française



nuitées 1er semestre 2021



évolution semestrielle 2020/2021



source : Orange Business, Flux Vision 2019 et 2020

CHIFFRE D'AFFAIRES & INVESTISSEMENT - Isère

Une forte reprise de l'activité, notamment dans l'industrie et le commerce

En cumulé sur le premier semestre 2021, **les chiffres d'affaires des entreprises augmentent de 16 % par rapport à 2020** (+11,4 % à l'échelon régional et +10,2 % en France). Les secteurs de l'industrie et du commerce connaissent une évolution positive plus forte avec respectivement 2 et 5,8 points de plus qu'au niveau régional.

Alors qu'à l'échelle de la région Auvergne-Rhône-Alpes, **l'activité des entreprises** n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise, **en Isère elle a progressé de 2 %** par rapport au 1^{er} semestre 2019.

L'investissement des entreprises augmente également très fortement en 2021 (+17,3 % contre +12,3 % en France et seulement +1,9 % en région). Cet indicateur est également révélateur d'une propension des entreprises iséroises à se projeter dans l'avenir.

COMMERCE DE PROXIMITE – région de Grenoble Alpes

Un commerce de proximité plus dynamique qu'en moyenne nationale

Le commerce de proximité connaît une **progression de ses chiffres d'affaires de +21 % en cumul sur le premier semestre 2021** par rapport à la même période l'an dernier, un taux supérieur à celui de la France (+19,2 %).

Tous les secteurs commerciaux bénéficient de cette reprise, en particulier l'équipement de la personne.

Le commerce alimentaire connaît une progression moins forte en raison du retour aux habitudes de consommation (baisse du télétravail, cantines scolaires ouvertes, etc.).

Grenoble Alpes Métropole, qui avait chuté plus fortement en 2020 que ses territoires voisins, connaît mécaniquement une croissance plus soutenue en 2021.

TOURISME – région de Grenoble Alpes

Une reprise de l'activité, mais en deçà de 2019

Au 1^{er} semestre 2021, les trois collectivités territoriales (Métropole, Grésivaudan et Pays Voironnais) totalisent 2,4 millions de nuitées touristiques de la clientèle française et enregistrent une **augmentation de la fréquentation des touristes français de +4,4 %** par rapport au 1^{er} semestre 2020.

En revanche le **niveau de l'activité touristique reste en deçà du niveau d'avant crise** : le nombre de nuitées est inférieur de -22 % par rapport à la même période de 2019.

Le Grésivaudan se démarque des autres territoires car les contraintes sanitaires ont largement pesé sur les stations de sports d'hiver en février 2021, contrairement à 2019 et 2020.

EMPLOI ET CHÔMAGE AU PREMIER SEMESTRE 2021

EMPLOI - région de Grenoble Alpes

Le plus fort taux de croissance de l'emploi des 22 métropoles françaises

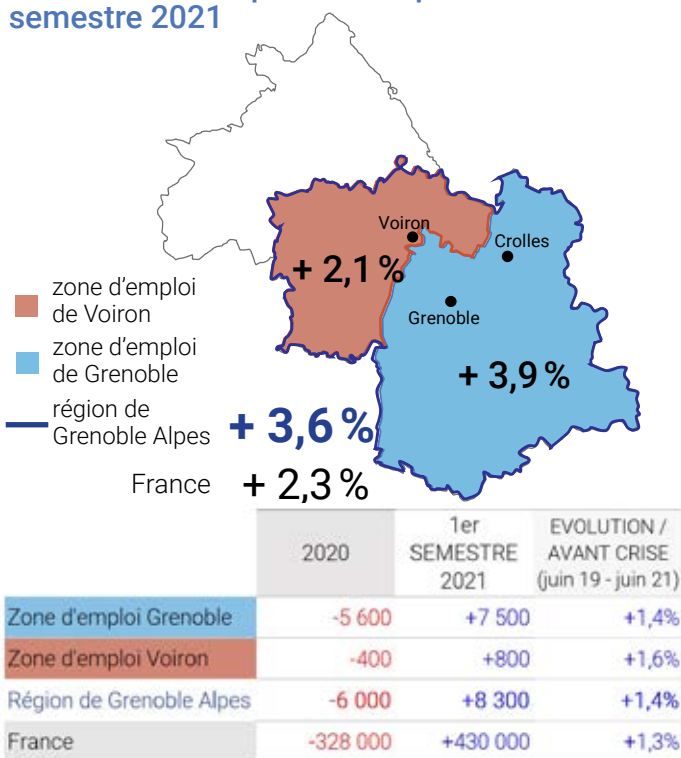
Au premier semestre 2021, la région de Grenoble Alpes renoue avec une forte dynamique économique en créant 8 300 emplois supplémentaires. **Les pertes de l'année 2020 (-6 000) ont donc été largement rattrapées.**

Si cet essor s'inscrit dans une reprise généralisée de l'activité en France, avec +3,6% le taux de croissance de l'emploi de la région de Grenoble Alpes est plus soutenu qu'en moyenne nationale (+2,3%) ou qu'au sein des zones d'emploi des 22 métropoles françaises.

L'écart de taux de croissance entre le territoire et la France s'est par ailleurs creusé sur la période : de +0,4 point au 1er trimestre, il est passé à +0,8 point au deuxième trimestre.

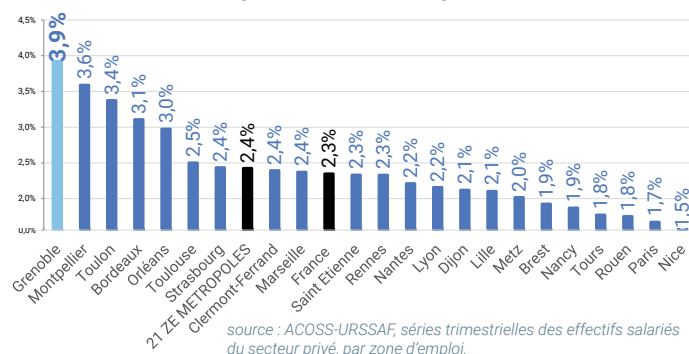
Au final, **le niveau d'emploi dépasse celui d'avant crise** de +1,4% – soit 3 280 emplois supplémentaires en juin 2021 par rapport à juin 2019.

Evolution de l'emploi salarié privé au 1er semestre 2021



source : ACOSS-URSSAF, séries trimestrielles des effectifs salariés du secteur privé, par zone d'emploi.

Evolution de l'emploi salarié privé au 1er semestre 2021, par zone d'emploi



source : ACOSS-URSSAF, séries trimestrielles des effectifs salariés du secteur privé, par zone d'emploi.

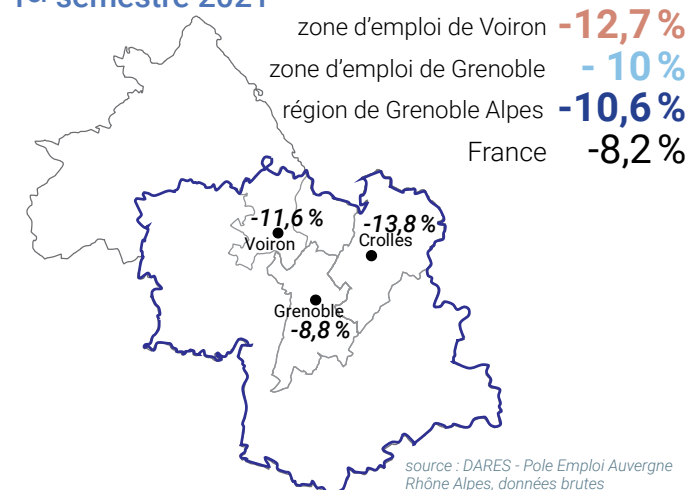
CHÔMAGE - région de Grenoble Alpes

Une baisse du chômage plus soutenue

Corollaire des créations d'emploi, le chômage recule début 2021. Le nombre de **demandeurs d'emploi** de la région de Grenoble Alpes a baissé de 10% au cours du 1er trimestre et cette tendance concerne les 3 grandes collectivités territoriales.

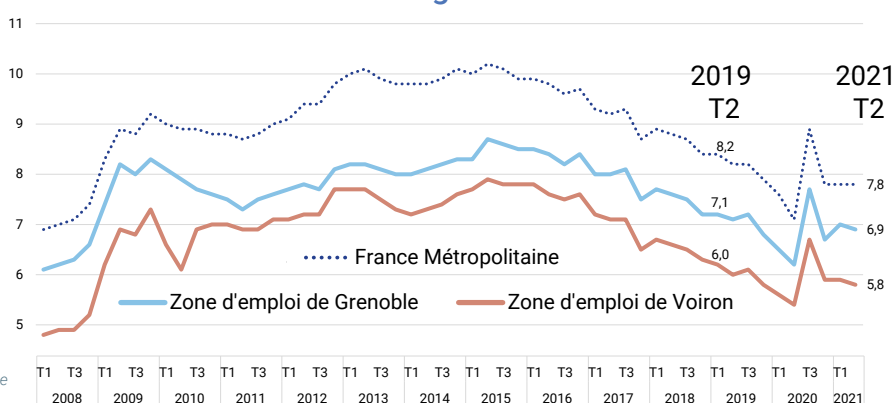
Le **taux de chômage** (6,9% sur la zone d'emploi de Grenoble et 5,8% sur celle de Voiron) **est même inférieur à celui d'avant crise** : -0,2 point au 2e trimestre 2021 par rapport au 2e trimestre 2019.

Evolution des demandeurs d'emploi (cat.A) au 1er semestre 2021



source : DARES - Pole Emploi Auvergne Rhône Alpes, données brutes

Taux de chômage trimestriel de 2008 à 2021



source : Insee, taux de chômage trimestriel au sens du BIT

EMPLOI : BILAN 2020 DE LA RÉGION DE GRENOBLE ALPES

BILAN 2020 DE LA CRISE SANITAIRE

Une économie impactée par l'arrêt du tourisme mais une forte dynamique dans d'autres secteurs

Sur l'année 2020, la région de Grenoble Alpes accuse un recul de l'emploi privé de -2,4 % (soit près de 6 000 emplois salariés privés). Cette baisse observée à l'échelle nationale (-1,7 %) et dans les métropoles (-1,3 % en moyenne sur les 21 zones d'emploi métropolitaines, hors Paris) est plus soutenue sur le territoire.

En effet, les **services marchands** et le **commerce de détail** de la région grenobloise, deux secteurs liés au **tourisme d'hiver**, expliquent ce décrochage. Avec un solde net de -5 000 emplois, les services marchands ont décliné deux fois plus vite sur le territoire que sur les autres zones d'emploi métropolitaines.

En matière d'emploi, certaines activités reculent nettement plus fortement en région de Grenoble Alpes

Evolution de l'emploi privé en 2020

	Emploi 2020	Taux d'évolution de l'emploi en 2020		
	Région de Grenoble Alpes	France	21 zones métrop.	
Services marchands à la population	39 640	-11,1%	-5,8%	-5,2%
Services non marchands	29 140	+0,6%	+1,5%	+1,7%
Commerce de détail	25 590	-1,2%	-0,6%	-0,4%
Construction	17 940	+3,1%	+2,3%	+1,9%
Energie	2 920	-2,3%	-0,7%	-0,2%
Industrie	46 680	-1,1%	-2,2%	-2,1%
Services aux entreprises	73 320	-1,0%	-1,5%	-0,9%
Total SECTEUR PRIVE	235 760	-2,4%	-1,7%	-1,3%

source : ACOSS-URSSAF. Nota bene : les 21 zones d'emploi métropolitaines contiennent toutes une métropole administrative – Paris ayant été exclu.

qu'en moyenne nationale: sans surprise, l'hôtellerie-restauration, les activités culturelles et sportives et le transport de voyageurs (qui inclut les remontées mécaniques), mais aussi la métallurgie et le travail des métaux.

D'autres activités créent certes des emplois, mais à un taux plus faible qu'en France : l'informatique, le transport de marchandises, la santé-action sociale.

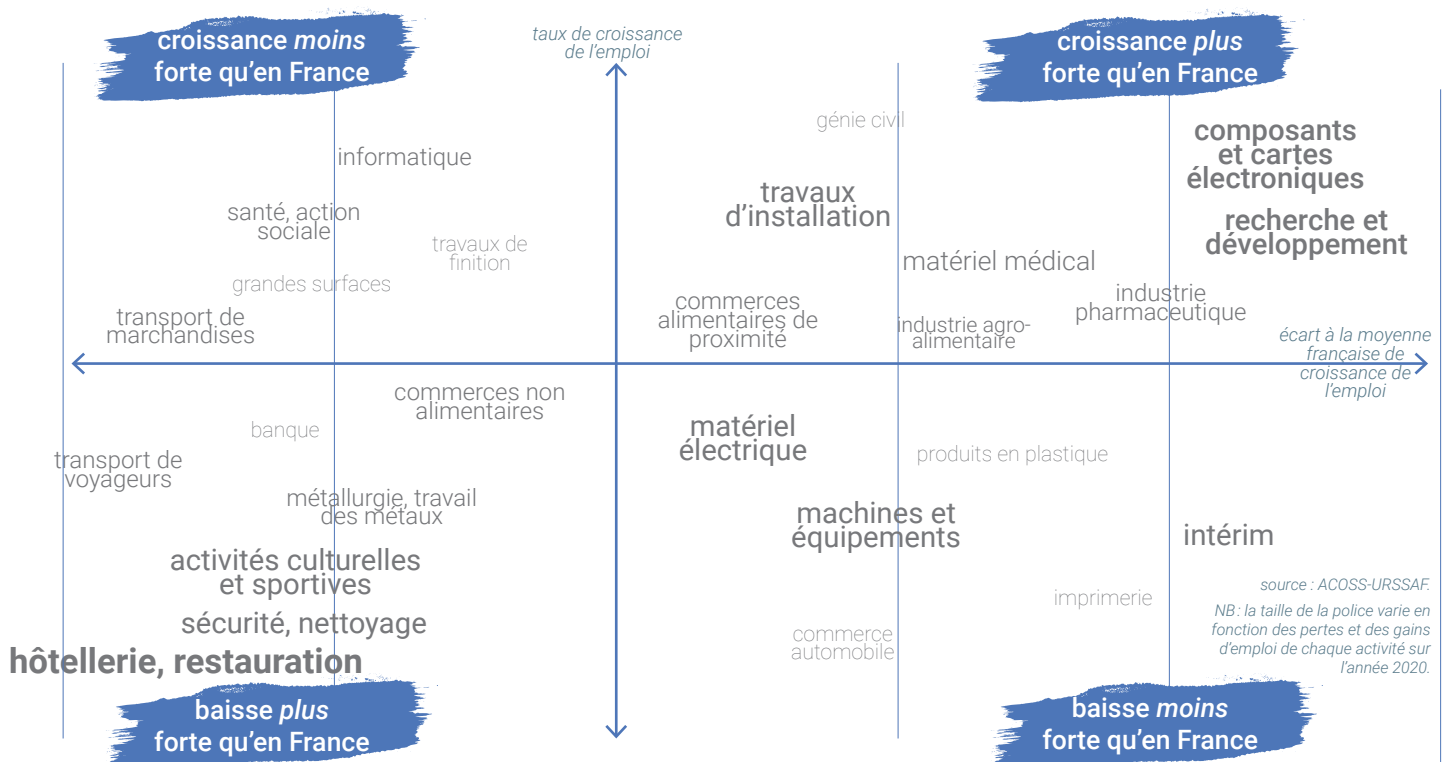
En revanche, deux secteurs s'en sortent mieux comparativement à la moyenne nationale ou celle des 21 zones d'emploi métropolitaines : la **construction** dont la dynamique est plus forte, et l'**industrie** qui recule moins rapidement qu'ailleurs. En 2020, la région de Grenoble Alpes se distingue ainsi sur **certaines activités créatrices d'emploi**, notamment :

- les **composants et cartes électroniques**, activité majeure de la filière micro-électronique, enregistrent un taux de +3,1 % contre -2,7 % en France et +1 % en moyenne des 21 zones métropolitaines.

- l'activité de **R&D privée** connaît une croissance de +5,6 % : la région de Grenoble Alpes se dégage nettement de la moyenne française (+1,6 %) et se classe en tête des zones métropolitaines (+2,6 % en moyenne).

Le territoire se démarque également sur les activités suivantes : le **matériel médical** (+1 % contre -0,9 % en France) et les **travaux d'installation** (+4,4 % contre +3 % en moyenne nationale).

Evolution de l'emploi privé en 2020 : positionnement de la région de Grenoble Alpes par activité



EMPLOI : BILAN 2020 PAR ACTIVITÉ

ACTIVITES DESTRUCTRICES D'EMPLOI EN 2020

INDUSTRIE

Les industries traditionnelles sont en recul sur l'année. Les **machines et équipements** ainsi que la **métallurgie, travail des métaux** avaient créé 240 emplois nets en 2018 et 2019 mais reculent de 530 emplois en 2020.

SERVICES AUX ENTREPRISES

Les deux activités les plus impactées par la crise, l'activité intérimaire et la sécurité nettoyage, sont aussi les plus instables : l'intérim sert de variable d'ajustement et certaines entreprises du nettoyage spécialisées dans l'hôtellerie dépendent de l'activité touristique.

COMMERCE DE DETAIL

Le commerce **non alimentaire** a considérablement régressé en 2020, notamment le commerce d'habillement qui enregistre les plus fortes baisses : il concentre 40 % des pertes d'emploi du secteur mais représentait 14 % de l'emploi fin 2019.

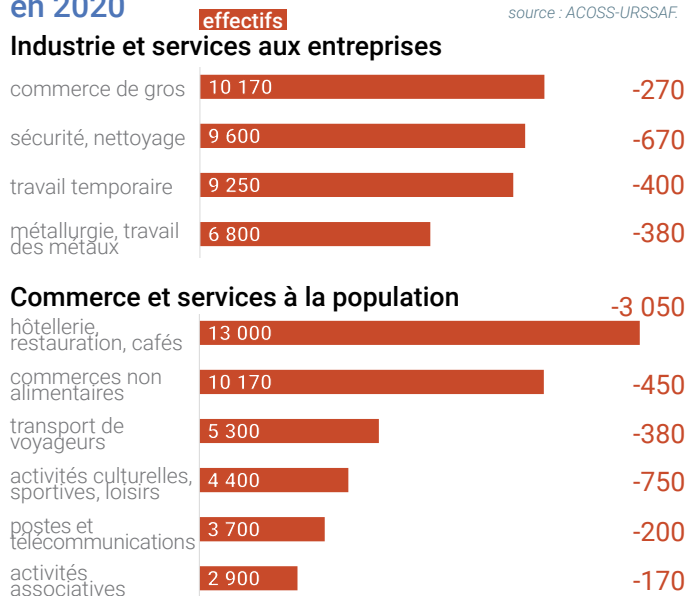
SERVICES MARCHANDS A LA POPULATION

Dans ce secteur, toutes les activités sont en recul – à l'exception de l'activité eau et déchets. Les pertes les plus fortes concernent :

- l'**hôtellerie-restauration** dont 56 % dans les 2 grandes stations de l'Oisans, l'Alpe d'Huez et les Deux Alpes,
- les **activités culturelles, sportives et de loisirs** dont 40 % dans les activités sportives,
- mais aussi les activités des **transports de voyageurs** dont 40 % dans les remontées mécaniques.

Les effectifs des banques et assurances, de l'immobilier et des postes et télécommunications baissent de façon tendancielle depuis une dizaine d'années.

Les 10 activités qui perdent le plus d'emplois en 2020



ACTIVITES CREATRICES D'EMPLOI EN 2020

INDUSTRIE

En 2020, l'activité des **composants et puces électroniques** a créé 300 emplois (et près de 1000 sur les 5 dernières années). Les recrutements de STMicroelectronics et de Soitec se poursuivent en 2021.

SERVICES AUX ENTREPRISES

Avec un solde net de 400 emplois supplémentaires, c'est l'**activité de R&D** qui connaît plus la forte croissance. Le transport de marchandises a également recruté en réponse à l'envolée du commerce en ligne.

CONSTRUCTION

La croissance de ce secteur reflète un report des dépenses de consommations des ménages : les plus fortes hausses d'emploi concernent les travaux d'installation, en particulier l'isolation et l'équipement thermique.

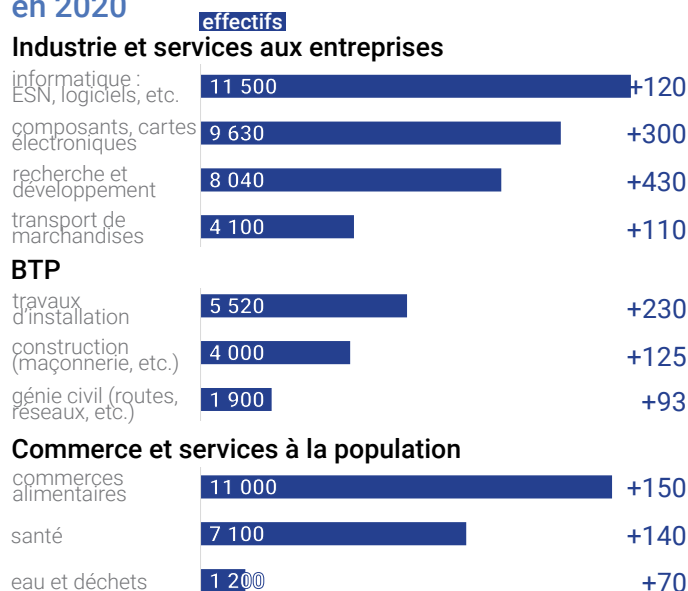
COMMERCE

Dans le commerce de détail, les grandes surfaces ont maintenu leurs effectifs tandis que le **commerce alimentaire de proximité** a créé des emplois notamment dans les boucheries et les épiceries.

SERVICES NON MARCHANDS

Pour répondre à un **fort besoin social et sanitaire** directement lié à la propagation du virus, deux activités ont créé des emplois en 2020. Il s'agit de l'**action sociale**, dans l'aide et l'accompagnement à domicile des personnes fragiles et de la **santé** dont 60 % dans les laboratoires d'analyses médicales, sachant que les sources statistiques disponibles n'incluent pas l'hôpital public. La croissance du médico-social est perceptible depuis au moins une dizaine d'années, la crise de 2020 a accentué cette tendance.

Les 10 activités qui gagnent le plus d'emplois en 2020



PAROLES D'ENTREPRISES

SERVICES MARCHANDS - TRANSPORT DE VOYAGEURS ET AGENCE DE VOYAGE



Interview de Marc Martrette, directeur général du Groupe Perraud, 350 salariés.

Cette entreprise, créée en 1976, est spécialisée dans les transports routiers urbains, scolaires, touristiques de voyageurs, et dans la conception et l'organisation de voyages.

Comment votre entreprise a-t-elle traversé la crise sanitaire en 2020 ?

Les différentes phases de confinement ont entraîné de fortes adaptations des plans de transport et cela a demandé de la part des équipes beaucoup d'agilité et de polyvalence pour poursuivre la production pendant cette période, et d'autant plus avec les nouveaux modes de fonctionnement (télétravail, chômage partiel, etc.). Il a été également nécessaire de réorganiser les structures de l'entreprise, en particulier les services support, afin d'ajuster les frais généraux au nouveau chiffre d'affaires.

Pendant cette période, nous avons été bien accompagnés par les collectivités, avec une prise en charge des charges fixes des contrats de transport. Cependant, en raison du temps de traitement des dossiers, les entreprises ayant une trésorerie limitée ont souffert des délais de versement des aides. Finalement, avec un pilotage très serré de « gestion de crise » et une profonde modification de nos modes de fonctionnement, l'entreprise a traversé 2020 dans des conditions très correctes : les salaires ont été assurés, tous nos fournisseurs ont été payés dans les délais normaux et nous n'avons pas eu besoin de mettre en œuvre de plan social.

Quelle est la situation actuelle de votre entreprise ?

Notre entreprise de transport de voyageurs poursuit ses missions de services publics pour les collectivités (lignes urbaines, transports scolaires, etc...). Cependant au premier semestre 2021, l'activité Agence de Voyages a encore été très impactée avec un chiffre d'affaires au plus bas (annulations de voyages et remboursement des acomptes).

De plus le secteur fait face à deux problématiques majeures : la hausse du prix du gasoil et les difficultés recrutements de conducteurs et de mécaniciens poids lourds. C'est un sujet majeur dans la profession car, à ce rythme, nous ne pourrions plus assurer nos missions de service public.

Quelles sont les perspectives ?

Nous espérons un retour à la normale à partir de l'été 2022. Cela dépendra bien sûr de l'évolution de la crise sanitaire et de « la réponse client ». Mais le principal problème de la profession reste le manque de conducteurs qui met réellement en difficulté la production de transport en car et bus, tous marchés confondus (publics / occasionnel / tourisme).

INDUSTRIE - FABRICATION DE CHARPENTE ET AUTRES MENUISERIE

Interview de Rémi Laurent, dirigeant de Atout Coffrage, 20 salariés, Villard-Bonnot.

Située dans la zone d'activités de la Grande Ile, Atout Coffrage est une société familiale spécialisée dans le coffrage spécifique et le coffrage bois en Bâtiment et Génie civil.



Comment votre entreprise a-t-elle traversé la crise sanitaire en 2020 ?

Notre activité est très liée au secteur du bâtiment. Aussi, dans un premier temps, nous nous sommes arrêtés quelques semaines. Les chantiers étaient en effet en pause. Nous avons également des interrogations quant aux mesures sanitaires à mettre en place. Nous avons eu droit au chômage partiel, qui nous a permis de passer ce cap. Cette situation n'a duré que quelques semaines : l'activité est ensuite repartie pleinement, dans la mesure où nous avons bénéficié du dynamisme du secteur du bâtiment.

Quelle est la situation actuelle de votre entreprise ?

Concernant le recrutement, même si le travail du bois est un métier attractif, nous devons être très actifs pour trouver les bons candidats.

Nous avons pu compter sur nos fournisseurs historiques et locaux pour sécuriser nos approvisionnements avec quelques réorganisations

suivant les types de fabrications. Les prix du bois ont sensiblement augmenté.

Quelles sont les perspectives ?

Nous allons procéder à une extension de nos locaux. L'agrandissement sera de près d'un tiers de notre surface actuelle. 8 menuisiers seront recrutés d'ici 2023. Nous formons également beaucoup de jeunes en alternance en bureau d'étude et en atelier. Enfin, nous continuons à nous spécialiser sur des chantiers complexes, nous avons par exemple récemment fabriqué des coffrages en ellipse pour une œuvre d'art.

La crise a-t-elle modifié durablement le fonctionnement de l'entreprise ?

La crise sanitaire n'a pas modifié durablement notre fonctionnement. Elle nous a toutefois conduits à prendre du recul, optimiser nos conceptions pour utiliser au mieux nos matériaux.

INDUSTRIE - TECHNOLOGIES DE SANTE



Interview de Jean-Maurice Auletto, directeur de Becton Dickinson en France, 1 800 salariés.

Implantée en 1958, cette entreprise américaine est la première société à capitaux étrangers à investir une unité de production dans la région grenobloise. Le site de Pont de Claix héberge trois entités : le siège mondial de sa division Pharmaceutical Systems, un site de production de seringues en verre pré-remplissables et enfin le siège France des activités commerciales et marketing des autres branches du groupe.

Comment votre entreprise a-t-elle traversé la crise sanitaire en 2020 ?

Comme pour de nombreuses entreprises, le début de l'année 2020 a été difficile en raison des contraintes sanitaires et du télétravail imposé. Il a fallu s'adapter rapidement aux protocoles gouvernementaux et aux attentes *corporate* du groupe. Pour autant, la production de seringues n'a pas été trop impactée et la présence des salariés sur le site de fabrication s'est faite dans de très bonnes conditions.

BD était en forte croissance avant la pandémie et cette crise sanitaire a accéléré cette tendance : en effet le basculement de la demande de flacons contenant des médicaments vers des seringues à usage unique a été précipité par la nécessité de réduire les risques liés aux diverses manipulations dans le cadre des grandes campagnes de vaccination.

Quelle est la situation actuelle de votre entreprise ?

En 2021, les commandes restent toujours très élevées et les stocks sont à flux tendus. Si l'entreprise est affectée par la hausse du prix des matières premières, en revanche le site du Pont-de-Claix ne souffre pas du manque d'approvisionnement malgré quelques inquiétudes passagères. Le verre qui est notre principale matière première est acheté essentiellement auprès d'un fournisseur français. Lorsque nos deux principaux sous-traitants étaient en difficulté (ce qui n'est plus le cas aujourd'hui), on a pu s'organiser avec cinq autres sites de BD à travers le monde.

On a eu toutefois quelques alarmes sur certains consommables (notamment les gants) utilisés dans les salles blanches. Nos fournisseurs ont dû en effet répondre à une forte hausse de la demande prioritaire des hôpitaux. On a réussi à trouver des alternatives, notamment en Malaisie, gros producteur de ce type d'équipement mais cela reste encore relativement compliqué car il n'y a aucun fournisseur en Europe.

Parallèlement, BD recrute continuellement. En 2021 une centaine d'embauches a été réalisée dans les métiers du tertiaire mais aussi une soixantaine dans les métiers de la R&D (direction qui emploie

300 personnes). Les recrutements se font aussi sur le site de production, suite aux investissements anticipés en 2019 : la nouvelle ligne de fabrication doit démarrer en mars 2022. Les difficultés de recrutement portent plus particulièrement sur certains postes d'opérateur très techniques et sur le niveau technicien (de maintenance) pour lesquels nous sommes en concurrence avec certaines entreprises locales de la microélectronique. Les difficultés sont nettement plus faibles sur les profils ingénieur car il y a un vivier important sur Grenoble comme au national à l'exception de certaines expertises très pointues pour lesquelles nous cherchons ponctuellement des talents.

Quelles sont les perspectives ?

Sur 2022 et probablement 2023, les recrutements vont se poursuivre : nous avons anticipé le problème de surface avec l'aide de Grenoble Alpes Métropole. Un nouveau site BD rassemblera, sur la région grenobloise, l'ensemble des salariés du siège de BD France (environ 300 personnes). Le site du Pont-de-Claix sera donc dédié exclusivement à la division *Pharmaceutical Systems* (siège mondial et usine de production). L'objectif du groupe est de doubler la capacité de production mondiale dans les cinq prochaines années.

La crise a-t-elle modifié durablement le fonctionnement de l'entreprise ?

Oui, en effet, avant la crise nous avions un plan d'extension du site (création de deux bâtiments). Ce projet a été entièrement revu avec le déploiement du télétravail. Encadré par l'entreprise Korus, un projet pilote doit voir le jour dans six mois avec de nouvelles façons de travailler, une conception différente des espaces de bureaux, une optimisation des bâtiments. Nous avons également organisé des formations auprès des managers pour les faire monter en compétence dans la gestion à distance des équipes. Enfin, la crise sanitaire ayant été une forte source d'anxiété pour certains salariés, nous avons entrepris une démarche avec la médecine du travail pour faire évoluer notre politique de prévention des risques psychosociaux.

PAROLES D'ENTREPRISES

INDUSTRIE – TRAVAIL DES METAUX – TOLERIE FINE



Interview de Pascale Doliveira, responsable commerciale de Sori, 40 salariés, Tullins. Cette entreprise conçoit et fabrique une large gamme de produits pour le rangement des outils. C'est l'un des derniers fabricants français indépendants sur le marché du rangement d'outillage

Comment votre entreprise a-t-elle traversé la crise sanitaire en 2020 ?

La période a été compliquée pour notre entreprise car nous avons subi une forte diminution des commandes suite à l'arrêt des projets de certains clients pendant le confinement. Notre entreprise a également été pénalisée par la flambée des prix d'achat de l'acier. L'augmentation de nos coûts et la baisse de l'activité ont provoqué une chute de notre chiffre d'affaires.

Nous avons dû nous adapter pour rebondir face à cette situation exceptionnelle, par le recours au chômage partiel et en adaptant notre production. C'est dans ce contexte que nous avons créé un nouveau produit, en lien avec la crise sanitaire, pour répondre aux nouveaux besoins des entreprises : une borne de désinfection des mains sans contact. Plus de 3000 bornes ont été fabriquées dans nos ateliers et cela nous a permis de limiter les pertes financières.

SERVICES AUX ENTREPRISES - SOLUTIONS INFORMATIQUES

Interview de Pascal Saguin, directeur général adjoint de la société Vogo, 53 salariés dont 26 à Bernin. Cette entreprise crée en 2013 est spécialisée dans la fourniture de solutions vidéos et audios destinées au monde du sport et à l'industrie.



Comment votre entreprise a-t-elle traversé la crise sanitaire en 2020 ?

Nous avons considéré la crise comme une contrainte extérieure à Vogo et à laquelle il fallait s'adapter. Notre approche a été pragmatique. Le covid a bouleversé le secteur du sport, domaine privilégié de Vogo. Nous nous sommes focalisés sur le monde professionnel, et en particulier sur les arbitres, les coachs et les médecins. Nous nous sommes également adaptés aux nouvelles pratiques : les fans n'étaient plus dans les stades, mais ils existaient encore, et nous avons innové pour répondre à leurs attentes. Il s'agit de leur permettre de participer pleinement aux événements pour en faire des « spectateurs » selon un concept qui m'est cher. Nous n'avons pour autant pas oublié les sportifs amateurs. Nous avons notamment travaillé avec la société ABEO pour leur proposer une solution « clé en main » unique pour leur permettre de filmer leurs manifestations sportives, ceci dans un double objectif : améliorer le coaching et promouvoir l'événement. Dans l'industrie, autre marché de Vogo, nous avons continué d'innover, autour notamment des applications liées à la santé.

Quelle est la situation actuelle de votre entreprise ?

La crise a entraîné une pénurie de composants dont a souffert notre société : délais rallongés, coûts supplémentaires... Il en a parfois résulté des tensions avec notre clientèle. Cette situation a catalysé notre souhait de rapatrier la production en France. Nous

Quelle est la situation actuelle de votre entreprise ?

La situation reste tendue car notre entreprise est touchée par la crise actuelle des matières premières : les difficultés d'approvisionnement en acier et un niveau du prix d'achat de l'acier toujours très élevé.

De plus nous sommes confrontés à des difficultés de recrutement, avec notamment la problématique des candidatures ne s'inscrivant pas sur le long terme.

Quelles sont les perspectives ?

Suite à la forte augmentation des coûts de transport internationaux et les retards de livraison des produits en provenance d'Asie, les clients se tournent vers des solutions d'approvisionnement locales. Notre entreprise est ainsi sollicitée pour la fabrication de produits, c'est une nouvelle opportunité.

travaillons actuellement sur ce projet avec notre sous-traitant, Ose, situé en Isère. Cela va nous permettre également de développer et de moderniser nos capacités de production.

Quelles sont les perspectives ?

Notre société connaît une forte croissance. Nous développons notamment notre service innovation. 2 personnes ont déjà été recrutées pour ce service, et 3 recrutements sont en cours. Au-delà de ces recrutements, nous avons aussi réalisé une croissance externe : l'achat de la société Crescent au Royaume Uni nous a permis de créer une filiale de Vogo dans ce pays, et ainsi d'adresser de nouveaux marchés (Commonwealth...) et sports (cricket par exemple). Nous avons procédé à une levée de fonds de 5 M€ fin 2020. Je considère qu'il faut avoir des objectifs ambitieux, mais aussi se donner les moyens de les atteindre.

La crise a-t-elle modifié durablement le fonctionnement de l'entreprise ?

Je pense que la principale évolution qu'a engendrée le contexte sanitaire est la prise de conscience de l'importance de travailler en local. C'est vrai de nos partenaires industriels, comme le montre notre projet de relocalisation de la production. C'est vrai également des relations avec les collectivités et les structures publiques. Elles nous ont appuyés dans nos projets de développement. Nous avons notamment bénéficié d'aides dans le cadre du plan de relance (appels à projets « territoires d'industrie » et « PIA3 »).

SOURCES ET MÉTHODES STATISTIQUES

ZONE D'EMPLOI

source : INSEE

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Il sert de référence pour la diffusion des taux de chômage localisés et des estimations d'emplois.

EMPLOI

source : URSSAF-ACOSS, emploi salarié privé

- données annuelles par commune
- données corrigées des variations saisonnières trimestrielles par zone d'emploi

Les statistiques portent sur l'effectif salarié des entreprises du secteur concurrentiel affiliées au régime général. Sont exclus les particuliers employeurs, les établissements relevant du régime agricole ainsi que ceux appartenant au secteur public (écoles, universités, hôpitaux, administration publique, etc.).

Dans le cadre d'une harmonisation des concepts avec l'Insee et la Dares, les séries d'effectifs salariés publiées par l'Acosse et les Urssaf connaissent des modifications à compter de 2017.

CHÔMAGE

source : INSEE, taux de chômage trimestriel localisé (zone d'emploi) au sens du BIT

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les personnes en situation de chômage.

DEMANDE D'EMPLOI

source : DREETS -POLE EMPLOI Auvergne Rhône Alpe, demande d'emploi fin de mois

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) s'inscrivent à Pôle Emploi et sont répartis dans différentes catégories :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée ;
- catégories B et C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.

Quelle que soit leur catégorie, les personnes inscrites à Pôle Emploi depuis plus d'un an sont considérées comme des demandeurs d'emploi longue durée.

POPULATION ACTIVE

source : INSEE

La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

NUITÉES TOURISTIQUES

source : Flux vision, Orange business service

Flux Vision tourisme est un outil qui permet, à partir des données de la téléphonie mobile, de mesurer la fréquentation touristique globale d'un territoire ou d'un événement, et d'observer les déplacements de la population : nuitées, durée de séjours, origines des clientèles.

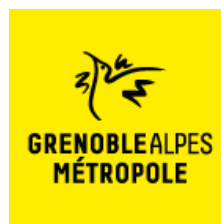
C'est une solution récente, développée par Orange Business Service, co-construite avec Tourisme et territoires et aujourd'hui utilisée par 50 Agences Départementales du Tourisme. Depuis son lancement en 2014, Isère Tourisme adhère au dispositif avec 5 co-partenaires dont Grenoble-Alpes Métropole.

COMMERCE TRADITIONNEL

source : CCI Grenoble, Observatoire du commerce

Le commerce traditionnel comprend tous les commerces indépendants de proximité de moins de 300 m². L'observatoire couvre la région grenobloise, plus précisément l'arrondissement administratif de Grenoble soit 291 communes du sud Isère.

EN PARTENARIAT AVEC



AVEC LE SOUTIEN DE

